

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF

RÈGLEMENT NUMÉRO : 252-2007

Règlement concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les lieux publics.

À la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Lac-du-Cerf, tenue le 10 décembre 2007, à laquelle sont présents :

Michel St-Louis
Hugo Bondu
Bernard St-Louis

Daniel A. Dostaler
Larry Boismenu
Pauline Ouimet

formant quorum sous la présidence du maire Denis Simard.

La directrice générale, Jacinthe Valiquette est présente.

CONSIDÉRANT que le Conseil du territoire de la Municipalité de Lac-du-Cerf est doté de parcs, terrains de jeux, trottoirs, chemins et autres endroits publics ;

CONSIDÉRANT que le Conseil juge nécessaire d'adopter un règlement visant à assurer la propreté, la tranquillité de ces lieux, ainsi que la sécurité de leurs utilisateurs ;

CONSIDÉRANT qu'avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du Conseil, 12 novembre 2007 ;

EN CONSÉQUENCE, la conseillère Pauline Ouimet propose, appuyé par le conseiller Hugo Bondu et résolu à l'unanimité d'adopter le règlement portant le numéro 252-2007, comme suit :

Article 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

DÉFINITIONS

Article 2 Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient :

« Lieu public »

Endroit accessible et ouvert au public avec ou sans invitation expresse ou tacite notamment, mais non limitativement, un parc, un centre communautaire ou de loisirs, un édifice commercial, un édifice public, un stationnement à l'usage du public et tout lieu de rassemblement extérieur où le public a accès.

« Parc »

Les parcs situés sur le territoire de la Municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend, en outre, les terrains de jeux, les aires de repos, les promenades, les sentiers multifonctionnels, les zones écologiques, les piscines et les terrains et bâtiments qui les desservent, les tennis et les terrains et bâtiments qui les desservent, les arénas, terrains de baseball, de soccer ou d'autres sports ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.

Le parc comprend un quai public ou une plage publique.

« Voie publique »

Une voie publique inclut toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé.

« Véhicule moteur »

Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin et qui est adapté

un chemin et qui est adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien, et inclut, en outre, les automobiles, les camions, les motoneiges, les véhicules tout terrain et les motocyclettes et exclut les véhicules utilisés pour l'entretien ou les réparations des lieux ainsi que les véhicules de police, les ambulances, les véhicules d'un service d'incendie ainsi que les fauteuils roulants mus électriquement.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PARCS

- « Fermeture des parcs » Article 3** Tous les parcs sont fermés au public pendant les périodes indiquées à l'annexe « IV » du présent règlement, qui en fait partie intégrante.
- Article 4** Nul ne peut pénétrer ou se trouver dans un parc pendant les heures de fermeture spécifiées à l'article précédent.
- « Fontaine et bassin d'eau » Article 5** Dans un parc, il est défendu de se baigner dans une fontaine ou autre bassin d'eau artificiel ou d'y faire baigner des animaux, et d'y jeter quoi que ce soit.
- « Boissons alcoolisées » Article 6** Nul ne peut consommer des boissons alcoolisées sur une voie publique ou dans un parc, sans détenir un permis émis sans frais par les officiers chargés de l'application du présent règlement pour les endroits, dates et heures indiqués à l'annexe I qui fait partie intégrante du présent règlement.
- « Graffiti » Article 7** Nul ne peut, sur une voie publique ou dans un parc, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité autorisée par la Municipalité, dessiner, peindre, peindre, ou autrement marquer tout bâtiment, poteau, arbre, fil, statue, banc, rue ou trottoir, ou tout autre assemblage ordonné de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien.
- « Véhicule moteur » Article 8** Nul ne peut circuler en véhicule moteur dans tous les parcs de la Municipalité.

	12.2	une arme à air comprimé à moins de 200 mètres de tout bâtiment, voie publique, piste cyclable, sentier multifonctionnel, parc ou espace vert. Le propriétaire d'un terrain privé peut autoriser la décharge d'une arme à feu à une distance de moins de 200 mètres d'un bâtiment situé sur son terrain. Le tir ne peut en aucun cas être dirigé en direction de la voie publique ou d'une habitation.
« Indécence »	Article 13	Nul ne peut uriner dans un lieu public, sauf aux endroits prévus à cette fin.
« Jeux »	Article 14	Nul ne peut jouer ou pratiquer, la planche à roulettes, le hockey, le baseball, le football, le soccer, la balle molle ou le golf, ou tout autre sport de balle ou de ballon, non plus que le frisbee, dans tout parc et sur les voies publiques de la Municipalité, sauf lorsqu'une telle activité est exercée dans l'un des parcs ou autre endroit identifié à l'annexe I du présent règlement qui en fait partie intégrante.
« Bataille »	Article 15	Nul ne peut se battre ou se tirailler dans un lieu public.
« Projectiles »	Article 16	Nul ne peut lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile.
« Activités »	Article 17	Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course regroupant plus de quinze (15) participants dans un lieu public sans avoir préalablement obtenu un permis de la Municipalité.

Le Conseil municipal autorise ses officiers chargés de l'application du présent règlement, à émettre un permis sans frais, pour la tenue d'une activité

aux conditions suivantes :

- a) le demandeur aura préalablement présenté au service de police desservant la Municipalité un plan détaillé de l'activité ;
- b) une voie de circulation devra être laissée libre pour la circulation des véhicules d'urgence et autres véhicules routiers.

Sont exemptés d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi.

« Consignes et sécurité »	Article 18	Dans un parc, toute personne participant à titre de spectateur à une activité organisée par ou sous la direction du Service des loisirs de la Municipalité, doit suivre les indications et les consignes installées par la Municipalité, relativement à la circulation des personnes et à l'endroit où elles peuvent prendre place pour assister à l'activité.
« Périmètre de sécurité »	Article 19	Dans un parc, lors d'une activité sportive organisée par ou sous la direction de la Municipalité, nul ne peut pénétrer ou se retrouver dans l'endroit délimité par les lignes de jeu ou de terrain, ou sur la glace, c'est-à-dire dans l'espace normalement dédié au jeu.
« Circulation interdite »	Article 20	Nul ne peut se promener à bicyclette, sur une planche à roulettes ou en patin à roues alignées dans les parcs indiqués à l'annexe II du présent règlement, qui en fait partie intégrante.
« Dormir, mendier »	Article 21	Nul ne peut dormir, se loger ou mendier dans un lieu public.
« École »	Article 22	Nul ne peut, sans motif raisonnable, se trouver sur le terrain d'une école du lundi au vendredi entre 7 h et 17 h.
« Refus de quitter »	Article 23	Il est défendu à toute personne de refuser de quitter un lieu public ou une école lorsqu'elle en est sommée par une personne qui en a la surveillance ou la

responsabilité ou par une agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

Aux fins du présent article, la seule présence de la personne avisée après la demande de quitter mentionnée à l'alinéa précédent, un lieu public ou une école, et peu importe la durée de sa présence sur lesdits lieux, constitue un refus de quitter.

« Gêne au travail d'un policier » **Article 24** Il est défendu à toute personne d'injurier ou de blasphémer contre un policier ou d'entraver ou de nuire de quelque manière que ce soit à l'exercice de ses fonctions.

CONTRAVENTIONS ET DISPOSITION PÉNALE

« Amendes » **Article 25** Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement, commet une infraction et rend le contrevenant passible d'une amende minimale de 100 \$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique et de 200 \$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne morale ; d'une amende minimum de 200 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende de 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale ; l'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale ; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25-1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune

des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

- « **Poursuites** » **Article 26** Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix, le directeur du Service de protection contre l'incendie et son adjoint, l'inspecteur en bâtiment / environnement ou son remplaçant désigné, les cadets et les constables spéciaux à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin ; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.
- « **Remplacement** » **Article 27** Le présent règlement remplace tout règlement concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les lieux publics en vigueur sur le territoire de la Municipalité de Lac-du-Cerf et plus spécifiquement le règlement numéro 191-2000, ainsi que ses amendements.
- « **Entrée en vigueur** » **Article 28** Le présent règlement entrera en vigueur lors de sa publication, selon la loi.

Denis Simard, maire

Jacinthe Valiquette, directrice générale

Avis de motion :	12 novembre 2007
Adoption du règlement :	10 décembre 2007
Affichage de l'avis de la publication du règlement :	21 décembre 2007
Entrée en vigueur du règlement :	21 décembre 2007

RÈGLEMENT NUMÉRO : 252-2007

ANNEXE « I »

ENDROITS, DATES ET HEURES VISÉS PAR LES ARTICLES 6 ET 14

- 1. Endroits, dates et heures visés par l'article 6 :
(Boissons alcoolisées)**
 - « Terrains municipaux et parcs »** 1.1 Terrains municipaux :
Dans tous les parcs municipaux avec l'obtention du permis décrété à l'article 6.
 - « Autres »** 1.2 Autres :

- 2. Endroits, dates et heures visés par l'article 14 :
(Jeux)**
 - « Parcs municipaux »** 2.1 Parcs municipaux :
 - a) Dans tous les parcs municipaux
 - « Terrains municipaux »** 2.2. Terrains municipaux :
 - a) **Terrain de jeux Raymond Charbonneau** : baseball, balle molle, divers jeux de ballons, le freezbee, le haki, balançoires.
 - b) **Terrain de tennis** : Aucune bicyclette n'est permise
 - c)
 - « Patinoires »** 2.3 Patinoire :
 - a) **Terrain de jeux Raymond Charbonneau** : Patin sur glace et hockey et sports de ballons
 - « Autres »** 2.4 Autres :
 - a)

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF

RÈGLEMENT NUMÉRO : 252-2007

ANNEXE « II »

ENDROITS VISÉS PAR L'ARTICLE 20

- 1. Endroits visés par l'article 20 :
(*circulation interdite*)**
- « Parcs municipaux »**
 - 1.1** Parcs et places où il est interdit de se promener à bicyclette, sur une planche à roulettes ou en patins à roues alignées :
 - a) Terrain de tennis

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF

RÈGLEMENT NUMÉRO : 252-2007

ANNEXE « IV »

ENDROITS VISÉS PAR L'ARTICLE 3

(Fermeture des parcs)

NOM DES PARCS	PÉRIODE DE FERMETURE	JOURS DE FERMETURE	HEURES DE FERMETURE
Plage Monseigneur	1 ^{er} dimanche de septembre au 23 juin	Les mardis et Mercredis	18 h 00 à 10h00
La Biche (à l'exception de la plage du huard	16 octobre au 31 mai		21 h 00 à 08 h 00
Mont-Limoges	16 octobre au 31 mai		21 h 00 à 08 h 00
Sentier écologique « Le petit Castor »	16 octobre au 31 mai		21 h 00 à 08 h 00
Piste de ski de fond et Raquette «La Cervoise»	1 ^{er} mai au 14 novembre 2007		18 h 00 à 08 h 00

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LAC-DU-CERF

AUX CONTRIBUABLES DE LA SUSDITE MUNICIPALITÉ

AVIS PUBLIC

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ par la soussignée,
secrétaire-trésorière de la susdite municipalité, QUE:

Lors de sa session régulière tenue le 10 décembre 2007, le conseil municipal de Lac-du-Cerf a adopté le Règlement numéro 252-2007 concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les lieux publics.

Le règlement numéro 252-2007 est disponible pour consultation au bureau municipal, 19, chemin de l'Église, Lac-du-Cerf, du lundi au vendredi, de 13 heures à 16 heures.

Le présent règlement entre en vigueur selon les dispositions de la loi.

Donné à Lac-du-Cerf, ce 21^e jour de décembre de l'an deux mille sept.

Jacinthe Valiquette,
secrétaire-trésorière et directrice générale.

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, résidant à Lac-du-Cerf, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant deux copies, aux endroits désignés par le conseil entre 16 heures et 17 heures, le 21^e jour de décembre 2007.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 21^e jour de décembre de l'an deux mille sept.

Jacinthe Valiquette,
secrétaire-trésorière et directrice générale.